



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1515>

# Retour d'Altersommet

- International -



Date de mise en ligne : lundi 24 juin 2013

---

L'École Émancipée

---

**La rencontre, qui s'est tenue les 7 et 8 juin derniers à Athènes, avait un double objectif : apporter au peuple grec la solidarité des mouvements sociaux dans leur combat contre les politiques d'austérité imposées pour la Troïka et populariser la construction d'une dynamique de lutte commune au niveau européen.**

Les 15 assemblées thématiques (sur les droits des femmes, le logement, l'écologie, l'éducation, la dette, les services publics, l'extrême droite, les migrants ...) ont permis de vérifier une grande convergence dans l'analyse de la situation, de ces politiques austéritaires qui plongent l'UE dans un processus dépressif. Elles sont marquées par le sceau de la « stratégie du Choc », exposée par Naomi Klein, visant à détricoter les acquis des luttes passées et à accélérer l'agenda néo libéral.

Du côté des solutions communes aussi, une convergence se fait jour, exposée en partie dans le manifeste validé par les organisations parties prenantes et présenté lors de la soirée d'ouverture le vendredi. Ces convergences n'épuisent pas pour autant certains débats...

Ainsi, l'assemblée portant sur la dette a montré que le « règlement » des dettes publiques demandait un approfondissement des échanges, les délégations allemandes ou nordiques mettant davantage en avant des propositions de taxes exceptionnelles sur les plus hauts revenus pour éponger les dettes, tandis que les délégations des pays du pourtour méditerranéen avancent sur des solutions d'annulation des dettes illégitimes. Ces débats sont à situer dans des contextes nationaux parfois divergents, invitant à des réponses différentes. Les premiers pays ont en effet une dette relativement moins élevée que les seconds, tandis que celle-ci appartient en partie à des fonds de pension de retraités, par exemple en Allemagne. La revendication d'une annulation est de fait plus anxiogène pour une partie de la population et son argumentation peut être plus laborieuse.

## Des difficultés de mobilisation persistantes

Malgré l'intérêt suscité par ces discussions, la rencontre d'Athènes a été marquée par une trop faible participation pour pouvoir transformer l'essai. La participation européenne fut correcte, avec environ 500 participants venus de 25 pays, 189 collectifs européens (syndicats, réseaux européens, associations divers), 22 pays participants. Mais la très faible participation grecque, avec autant de participant-e-s, fait que l'objectif premier de cette rencontre à Athènes, d'inscrire ce rendez vous dans un mouvement de solidarité avec les mouvements grecs, n'est pas atteint.

Malgré le spectre large des collectifs rassemblés derrière l'initiative, l'expérience montre donc que les difficultés pour faire démarrer un processus de lutte européen restent importantes et des défis sont devant nous. Les difficultés à intégrer des réseaux de mobilisation de base, hors des structures syndicales ou des mouvements sociaux investis depuis le début dans le processus de l'Altersommet, demeurent des problèmes à affronter.

L'objectif de prendre des décisions d'actions communes, pour ne pas renouveler les impasses des Forum Sociaux Européens, a buté sur l'absence d'une dynamique suffisante pour populariser des initiatives communes évoquées dans les assemblées thématiques. En resserrant a priori la participation au processus de l'Altersommet par un principe de cooptation, afin de favoriser la prise de décisions, le processus s'est aussi coupé de dynamiques réelles des mobilisations de base.

Cette faible mobilisation grecque s'explique également par les difficultés importantes que rencontre la gauche sociale et politique dans une conjoncture de reflux des luttes et d'attentisme, voire parfois de résignation politique. D'autre part, l'investissement des collectifs a été en-dessous de ce qu'on pouvait attendre, excepté une délégation française marquée par une bonne participation d'Attac, de la FSU, de Solidaires, mais aussi de la CGT. Néanmoins, les assemblées thématiques ont permis de tisser des liens entre des secteurs qui luttent sur les différents sujets et d'imaginer des initiatives communes à l'échelle de l'Europe. De ce point de vue-là, nous pouvons conclure, avec toute la modestie nécessaire, que la rencontre d'Athènes a été utile. Car si aucune décision n'a été prise concernant

les suites en terme d'action, deux dates ont été avancées pour des initiatives européennes de mobilisation : autour du 15 octobre 2013 (date de remise des budgets européens à la commission européenne) et mars 2014 (inauguration de la BCE à Francfort). ĩ

Sophie Zafari et Julien Rivoire